

accompli un travail remarquable. Des gens consciencieux voulaient voir notre secteur agricole prospérer.

Ce n'est pas sans hésitation que je discute de cette question aujourd'hui. Je trouve vraiment déplorable de devoir intervenir à la veille de la disparition de Canagrex. Il ne reste plus qu'un dernier clou à enfoncer dans son cercueil et je suppose que c'est, en un sens, ce que nous faisons. Cependant, je voudrais rappeler à mes collègues ministériels qu'il est maintenant temps plus que jamais d'aider les agriculteurs et les producteurs de denrées alimentaires du Canada. Ainsi, j'exhorte mes collègues conservateurs à revenir sur leur décision, afin d'aider nos producteurs.

● (1700)

M. le vice-président: Comme il est 17 heures, la Chambre passe maintenant à l'étude des initiatives parlementaires inscrites au *Feuilleton* d'aujourd'hui.

INITIATIVES PARLEMENTAIRES— MOTIONS

[Traduction]

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

L'OPPORTUNITÉ DE PROMOUVOIR LA PAIX EN AMÉRIQUE CENTRALE

M. Dan Heap (Spadina) propose:

Que, de l'avis de la Chambre, le gouvernement devrait envisager l'opportunité de parrainer une initiative d'envergure afin d'améliorer les possibilités de paix en Amérique centrale grâce à des interventions comprenant les mesures suivantes, mais pas nécessairement limitées à celles-ci, soit en

1. nommant un envoyé personnel du premier ministre afin d'appuyer les efforts diplomatiques régionaux et internationaux;
2. ouvrant une ambassade au Nicaragua;
3. établissant un «Fonds pour la paix» grâce aux contributions des pays occidentaux qui sont du même avis afin de défrayer le coût de la mise en oeuvre du traité Contadora; et
4. en présentant à l'Assemblée générale des Nations Unies une résolution demandant au secrétaire général d'envoyer dans cette région une commission de contrôle civile.

—Monsieur le Président, je suis heureux de parler aujourd'hui d'une motion que j'ai présentée le 19 juin dernier en vue d'inviter le gouvernement canadien à prendre des mesures précises et concrètes pour contribuer à la pacification de l'Amérique centrale. Ces mesures, conjugués à d'autres propositions que je suis sur le point de faire, représenteront une importante initiative diplomatique canadienne.

J'espère que le gouvernement prendra au sérieux cette possibilité d'intervention sur le plan diplomatique. Celle-ci donnera plus de poids aux initiatives que des milliers de Canadiens prennent depuis de nombreuses années et qu'ils continuent à prendre aujourd'hui.

Dans bon nombre de pays d'Amérique centrale, des Canadiens s'efforcent de favoriser une paix juste et durable grâce à des mesures pratiques et concrètes. Bon nombre de Canadiens, au Canada, travaillent pour des organismes de charité et de solidarité afin de venir en aide aux populations d'Amérique centrale. J'espère que le gouvernement prendra au sérieux l'initiative d'un grand nombre de Canadiens concernés de son côté.

Paix en Amérique centrale

Loin de moi l'idée que le gouvernement n'a rien fait pour favoriser un effort de paix ou des mesures véritablement canadiennes de pacification. Je tiens à signaler par exemple que le gouvernement a offert une aide technique aux pays d'Amérique centrale dans le cadre des opérations de maintien de la paix et de vérification. Je tiens à féliciter le gouvernement de s'être opposé à M. Reagan, aux Nations Unies, lors du vote sur la motion visant à demander aux États-Unis de respecter le droit international et l'ordonnance de la Cour internationale interdisant le minage des ports du Nicaragua. Je tiens à rappeler que le gouvernement a offert à la fois une aide bilatérale et une assistance technique aux organisations non-gouvernementales oeuvrant en Amérique centrale.

Cependant, malgré ces mesures, le gouvernement pourrait et devrait faire beaucoup plus sur le plan diplomatique. J'espère qu'il considérera mes démarches comme des conseils amicaux et des critiques constructives.

Depuis que j'ai présenté cette motion, nous avons connu des semaines tout à fait exaltantes. Elles étaient pleines d'espoir pour les populations d'Amérique centrale et leurs partisans et amis ici au Canada. Les gouvernements des pays d'Amérique centrale ont adopté un plan de paix. Le mouvement de paix s'intensifie de plus en plus, mais il y a encore de nombreux obstacles à une paix juste et durable. Le Canada doit faire tout son possible pour contribuer à cette politique de pacification.

Ce mouvement a pris de l'ampleur, comme vous le savez, avec la signature le 7 août d'un accord entre les présidents de cinq républiques d'Amérique centrale. L'accord a été conclu en dépit des efforts considérables déployés à la dernière minute par M. Reagan pour faire échouer les entretiens. Certains commentateurs prétendent même que son intervention inopportune aurait consolidé la volonté des dirigeants centro-américains de réaliser leur propre plan de paix. On a pu voir cette semaine certains indices de recul de la part du Honduras et M. Reagan n'a pas caché sa détermination à poursuivre la lutte au Nicaragua. Il est évident que des obstacles à la paix en Amérique centrale subsistent.

Les ministres des Affaires étrangères, qui se réunissent à San Salvador, avancent dans leurs travaux. Ils organisent les groupes de travail qui seront chargés d'appliquer les diverses dispositions de l'accord: cessez-le-feu, amnistie, suppression des bases de guérilla limitrophes, restauration des droits civils, liberté de presse, scrutin libre dans toute la région. Ces réalisations vont peut-être permettre de surmonter certains des obstacles à la paix.

On a invité huit autres pays latino-américains à participer à une commission de paix régionale chargée de la surveillance du processus. Les Nations Unies et l'Organisation des états américains en feront également partie. Au Salvador, le Front de libération nationale Farabundo Martí a convenu d'une rencontre le 15 septembre avec le président José Napoleon Duarte pour discuter d'un cessez-le-feu. Au Nicaragua, le gouvernement sandiniste a nommé le cardinal de l'Église catholique Miguel Obando y Bravo au sein d'une commission de réconciliation nationale. On sait que ce dernier n'a jamais ménagé ses critiques à l'égard du gouvernement sandiniste.